

L'Algérie entre défis internes et périls extérieurs

► *Entretien avec...*

Denis Bauchard *

* Denis Bauchard

est conseiller à l'Institut français des relations internationales (Ifri).

Questions internationales – *Plus d'un demi-siècle après l'indépendance, où en est l'Algérie ? À quels défis principaux doit-elle faire face ?*

Denis Bauchard – Plus de cinquante ans après son indépendance, l'Algérie se trouve dans une période de transition à bien des points de vue. Outre les défis qu'elle connaît depuis son origine, elle doit faire face à une situation difficile liée aux incertitudes politiques et à la forte baisse de ses ressources financières.

• Le **défi du développement** est d'autant plus pressant que l'Algérie entre dans la seconde phase de la transition démographique. Comptant 10 millions d'habitants en 1962, sa population se monte aujourd'hui à plus de 40 millions, les jeunes de moins de 30 ans représentant près de 65 % du total. La population continue de croître à raison de 2 % par an, le taux de fécondité restant très élevé même s'il est en baisse (2,82 enfants par femme). Il est probable que cette situation perdure quelque temps : les prévisions des Nations Unies font état de 60 millions d'habitants en 2050.

• Ainsi, le **premier défi** est celui posé par l'**arrivée sur le marché du travail de jeunes diplômés**, dont seule une partie trouvera un emploi. On estime à 50 % le pourcentage de jeunes de moins de 30 ans en capacité de

travailler, sans emploi. Il en résulte un profond malaise parmi les jeunes, ayant souvent un emploi sous-qualifié par rapport à leur diplôme.

• Or, l'Algérie n'a pas encore surmonté le **défi de la cohésion nationale**. Celui-ci a plusieurs aspects. Le Maroc et la Tunisie constituaient avant la colonisation française des entités politiques ayant déjà une véritable identité, qui a été préservée par leur statut de protectorat. Il n'en a pas été de même en Algérie qui, après avoir fait partie de l'Empire ottoman, a connu une administration directe pendant cent trente-deux ans, s'accompagnant d'une forte présence de colons. Il est vrai que la culture française imprègne encore fortement les élites algériennes, dont une bonne partie est plus à l'aise en français qu'en arabe, malgré la politique d'arabisation menée depuis l'indépendance. Cette recherche d'une identité algérienne ne peut se faire que contre l'ancien colonisateur : le mémorial du Martyr qui domine Alger en témoigne de façon véhemente. Mais le défi de la cohésion nationale est également représenté par l'intégration de la forte minorité berbère (25 % de berbérophones) qui affirme de plus en plus son identité culturelle et qui a obtenu une première victoire avec la reconnaissance en 2016 du tamazight comme langue officielle dans la Constitution révisée en février. Kabyles, Chaouis, Mozabites, Touaregs s'estiment à tort ou à raison largement marginalisés voire discriminés par le pouvoir.



● Il s'y ajoute un défi de nature politique, celui de l'ouverture d'un régime dont le fonctionnement opaque reste dominé par l'Armée nationale populaire. Certes celle-ci a vu son pouvoir grignoté par le président Bouteflika qui, depuis 1999, a élargi avec succès sa marge de manœuvre : le limogeage de Mohamed Médiène, alias Toufik, en septembre 2015, puissant patron du Département du renseignement et de la sécurité (DRS), en témoigne. Mais il n'est pas sûr que son successeur puisse conforter les responsabilités du président. D'autres acteurs tels que le frère du président, Saïd, le secrétaire général du Front de libération nationale, Amar Saadani, le directeur du cabinet du président, Ahmed Ouyahia, ou le président du Forum des chefs d'entreprise, Ali Haddad, ont une capacité d'influence. Cependant, la plupart des partis d'opposition sont cantonnés dans un rôle de figuration ou sont contrôlés de façon étroite par l'armée, comme les trois partis islamiques. Le pouvoir de décision en dernier recours reste à l'armée. Même s'il existe une réelle liberté d'expression, il est clair que le régime n'est pas encore sur la voie de la démocratisation.

● Enfin, le défi de la sécurité a été largement surmonté, au prix d'une politique mêlant répression brutale et souvent indiscriminée menée

Le 28 mars 2016 s'ouvre le Forum pour la réconciliation nationale organisé par les groupes rebelles de la coordination des Mouvements de l'Azawad, dans la ville malienne de Kidal, en l'absence de représentants du gouvernement malien. Très instable depuis 2011, le Sahel constitue une zone d'intérêt vitale pour l'Algérie.

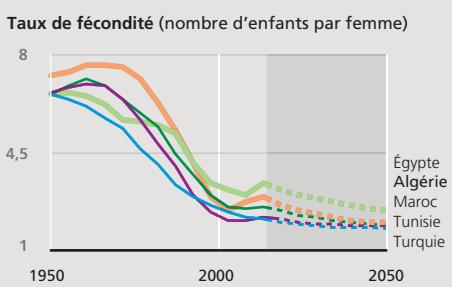
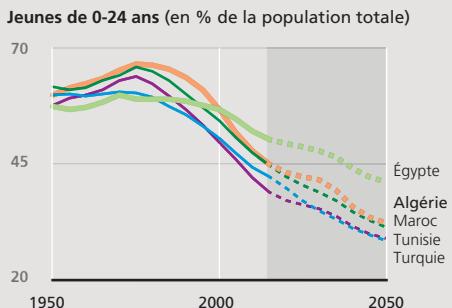
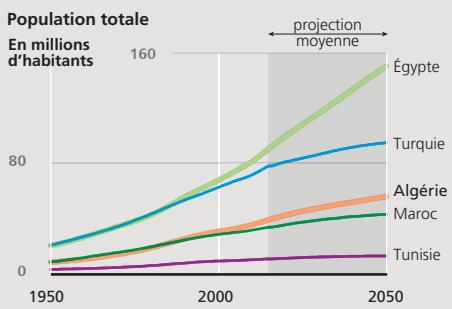
par l'armée et mesures de réconciliation. C'est certainement l'un des acquis de la présidence, même si la montée en puissance du groupe État islamique (Daech) fait apparaître de nouvelles menaces en Algérie et dans les pays voisins.

À ces défis, qui ont un caractère structurel, s'ajoutent de nouveaux défis plus récents.

● Le premier est celui de la chute des prix des hydrocarbures en raison de la part qu'ils représentent tout à la fois dans les recettes d'exportation (95 %) et dans les ressources budgétaires (70 %). Le gouvernement tente d'y répondre de façon ponctuelle, par des mesures de portée limitée sans s'attaquer aux véritables problèmes structurels de l'économie algérienne.

● Le second défi est celui de la succession du président Bouteflika compte tenu de la dégradation de son état de santé. De nombreux indices laissent penser qu'il n'a plus la capacité de gouverner. En fait, depuis sa réélection en 2014, des affrontements violents se développent dans l'ombre, à l'intérieur du pouvoir, sans qu'il soit possible d'anticiper le résultat final. Des noms de

L'Algérie et ses voisins : quelques indicateurs démographiques (1950-2050)



Sources : Nations Unies, *World Population Prospects, the 2010 Revision*, <http://esa.un.org/wpp> ; Banque mondiale, <http://banquemonde.org>

prétendants, plus ou moins déclarés, circulent : le Premier ministre Abdelmalek Sellal et plusieurs de ses prédécesseurs, Ahmed Ouyahia et Ali Benflis, Chaib Kelil, ancien ministre de l'Énergie, Ahmed Gaïd Salah, chef d'état-major des armées, Abdelghani Hamel, directeur de la Police nationale. Certaines personnalités jouent un rôle clé dans cette compétition, notamment Saïd Bouteflika, frère du président, Amar Saadani, Ali Haddad ou Ahmed Gaïd Salah lui-même, chacun visant à obtenir des garanties sur son avenir. Il semble que le mot de la fin reviendra à l'armée, avec l'aval du nouveau « coordinateur » des services de renseignement, le général Athmane Tartag dit Bachir, et que le système se survivra sans novation majeure. Si l'état de santé du président continue à se dégrader, une solution pourrait intervenir dans les mois qui viennent.

Q1 – La relation avec la France demeure complexe et marquée par le poids d'un passé qui semble difficile à surmonter. Quelles seraient à votre sens les mesures qui, de part et d'autre, permettraient de l'améliorer ?

D. B. – La relation avec la France reste complexe et difficile. En fait, cette relation est quelque peu ambivalente, du type « je t'aime, moi non plus ». D'un côté, la France fascine les Algériens : les élites suivent en détail l'actualité française, y envoient leurs enfants, s'y font soigner et, pour certains, y possèdent un appartement. Le rêve des étudiants est d'obtenir un visa pour la France. Les artistes et les écrivains algériens n'ont de cesse d'être exposés ou publiés en France dans le souci d'y être reconnus. De l'autre côté, le « récit » officiel reste souvent violent : le rappel du passé – le million de martyrs, le massacre de Sétif, l'occupation pendant cent trente-deux ans qui « a détruit les repères de l'identité algérienne », le « lâchage » pendant la « décennie noire » – nourrit un discours officiel véhément qui s'exprime aussi bien dans les manuels scolaires qu'au mémorial du Martyr ou dans les médias. S'y ajoute une certaine paranoïa : les ingérences de la France dont l'objectif serait « d'affaiblir l'Algérie » sont dénoncées régulièrement. Ainsi, tous les faits et gestes de la France et de son ambassadeur sur place sont rapportés et commentés, le plus souvent

Réalisation : Atelier de cartographie de Sciences Po. © Dila, Paris, 2016



Inauguration de la nouvelle usine Renault au sud d'Oran, à Oued Tlelat, le 10 novembre 2014. Sa production est destinée au marché intérieur, important consommateur de véhicules importés. Les quotas d'attribution de licences d'importation étant constamment revus à la baisse, constructeurs et concessionnaires tendent à favoriser la production locale pour répondre à la demande.

de façon malveillante. L'expression « le parti de la France » est instrumentalisée à des fins de politique intérieure pour disqualifier un adversaire. Certes, le discours officiel n'exige plus une « repentance », mais d'importants secteurs de la société – l'armée, les anciens moudjahidin, les sympathisants islamistes – restent sur une ligne violemment hostile.

Un effort a été fait de part et d'autre pour tourner la page. Le président Chirac, reçu triomphalement à Alger et à Oran par la population lors de sa visite officielle de 2003, avait voulu, avec les encouragements d'Abdelaziz Bouteflika, s'engager dans la voie d'un traité de réconciliation, à l'image de ce qui a été fait avec l'Allemagne. Cette tentative a tourné court, à la suite de réactions hostiles aussi bien en France qu'en Algérie. Le président Hollande a poursuivi dans cette voie. Une « Déclaration d'Algier sur l'amitié et la coopération entre la France et l'Algérie » a été signée entre les deux

chefs d'État le 19 décembre 2012. Une période plus apaisée s'est ouverte avec un partenariat sur la question du Mali et une relance des relations économiques. Toutefois, une succession d'incidents – soutien français à la position marocaine en avril 2016 au Conseil de sécurité de l'ONU sur le Sahara occidental, parution des « *Panama Papers* » dans le quotidien *Le Monde*, mettant en cause le président Bouteflika, tweet de Matignon après le voyage du Premier ministre accompagné d'une photo du président algérien physiquement diminué – a provoqué de nouvelles crispations qui perdurent.

Ainsi, le passé n'est toujours pas passé. Il faudra sans aucun doute encore beaucoup de temps pour que ces tensions soient apaisées, car les souvenirs des traumatismes anciens restent ancrés dans les esprits aussi bien en Algérie qu'en France. Il faut s'accommoder de cette situation qui n'empêche pas l'attachement d'une grande partie de la population à cette relation qui reste forte et à des relations au niveau personnel souvent chaleureuses. En attendant, il importe d'éviter toute déclaration et toute action qui pourraient être interprétées comme une ingérence. Il convient de laisser du temps au temps.

Q1 – Pensez-vous que l'Algérie a durablement échappé au péril islamiste qui a, voici quelques années, déclenché une véritable guerre civile ?

D. B. – La lutte contre les groupes islamistes n'est certes pas terminée, mais il s'agit maintenant de gestion d'un conflit de basse intensité. Aucun attentat n'a été commis dans les grandes villes depuis plusieurs années. L'impression que donne le pays est celui d'une sécurité retrouvée. Quelques points de contrôle filtrants existent dans les agglomérations urbaines. Sur les grands axes routiers, les barrages sont rares, ce qui ne signifie pas pour autant qu'ils ne sont pas surveillés. Des *katibas* (groupes de combattants) subsistent encore dans les massifs montagneux, y compris aux portes d'Alger dans la région de Bouira. Certaines se sont ralliées au groupe État islamique (Daech) qui, en juillet 2015, a exprimé sa volonté de « reconquérir l'Andalousie ». Tel est le cas de ces « Soldats du califat » qui ont assassiné le guide de haute-montagne français Hervé Gourdel en septembre 2014 dans le Djurdjura.

La politique de réconciliation menée par le président Bouteflika et d'encadrement de la mouvance islamiste à travers trois partis – le Mouvement de la société pour la paix (MSP), le Mouvement pour la réforme nationale (MRN) et Ennahda – surveillés de près par les services de renseignement, a porté ses fruits. Même si le processus de succession de Bouteflika est encore dans l'incertitude, il est peu probable que les islamistes puissent représenter une menace au cas où cette succession serait contestée. Le souvenir de la décennie noire comme l'effet de repoussoir que présente la situation en Libye et en Syrie ne peuvent que conforter le désir de stabilité de la population.

En outre, la menace s'est déplacée et s'est accrue au Sahara du fait des troubles qui subsistent dans plusieurs États voisins de l'Algérie. Le chaos qui règne en Libye depuis 2011, la situation difficile que connaît la Tunisie, la paix précaire obtenue au Mali entretiennent une menace forte à la périphérie du territoire algérien et sur les sites de production d'hydrocarbures. La spectaculaire attaque contre le site gazier d'In Amenas en janvier 2013 a montré que le péril islamiste restait fort.

L'attaque, plus récente et moins dramatique, de mars 2016, sur le site gazier de Krechba confirme que la menace, venant en particulier d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) ou de groupes apparentés comme Al-Mourabitoune, perdure. Le Sahara reste une zone d'insécurité, surtout après le repli sur le territoire algérien d'AQMI et d'Ansar Dine chassés du Mali par l'opération *Barkhane*. Des groupes variés, mafieux, jihadistes de diverses obédiences, aux contours flous et fluctuants, continuent de parcourir le Sud algérien.

Cette situation a conduit l'Algérie à réorganiser son dispositif militaire et à transférer environ près de 40 000 hommes dans cette zone vaste et sensible, principalement le long des frontières tunisiennes, maliennes, et libyennes. L'Algérie a également développé sa coopération militaire avec la Tunisie. Au Mali, elle s'est impliquée, non sans ambiguïtés, dans une médiation qui a conduit à l'accord de paix conclu à Alger le 5 juin 2015.

Q1 – Où en est l'économie algérienne ? Quelle dépendance a-t-elle à l'égard des hydrocarbures ?

D. B. – L'économie algérienne souffre de nombreux maux. Le modèle d'inspiration socialiste, en fait soviétique, axé dès l'indépendance sur le développement d'une industrie lourde est sinistré. L'État, avec une administration pléthorique souvent incomptente et des entreprises publiques mal gérées, reste maître du jeu. La part du budget de l'État, autour de 40 %, consacrée à subventionner les produits ou services de première nécessité – pain, essence, gaz, électricité –, demeure considérable et permet d'assurer la paix sociale. S'y ajoutent des dépenses à caractère social – aide au logement, aide à la création d'entreprise – également fortes et non contrôlées. Ainsi, une grande partie de la population, dont les revenus directs sont par ailleurs faibles, est en état d'assistanat, en chômage volontaire ou en travail partiel : l'absentéisme dans l'administration et les entreprises publiques est connu et toléré.

Une spécificité, comme on l'a vu, est la forte dépendance vis-à-vis des hydrocarbures qui ne fait que croître. Après une période faste

qui a duré de 2004 à 2014, le moment de vérité arrive avec la chute du prix du pétrole. Cette dépendance est d'autant plus dangereuse que la découverte de nouveaux gisements ne suffit pas à compenser la diminution des réserves.

Enfin, une autre caractéristique est la part considérable de l'économie informelle dans le produit intérieur brut (PIB) : on peut l'évaluer à près de 50 % du PIB algérien. Celle-ci est le fait de vendeurs à la sauvette, d'artisans qui travaillent au noir, de particuliers qui montent avec quelques camions une petite entreprise de transports : elle est tolérée voire encouragée. Cependant, à cette économie « artisanale » s'ajoute une économie souterraine, organisée par l'administration, voire l'armée, en filières très actives, essentiellement à l'importation en provenance de Turquie ou de Chine. Cette situation a naturellement des effets négatifs, avant tout sur le budget de l'État en raison de la fraude fiscale. Mais elle peut avoir des effets positifs, ce qui est le cas actuellement : ce type d'économie souterraine servant dans une certaine mesure d'amortisseur à la crise économique.

L'Algérie n'est toutefois pas dépourvue d'atouts. Son endettement extérieur – moins de 2 % du PIB – est très faible compte tenu de la politique menée par le gouvernement et la Banque centrale pendant les années fastes. Elle a donc une capacité à emprunter en devises qu'elle hésite pour l'instant à utiliser, de peur que sa souveraineté en soit affectée, comme ceci avait été le cas lorsque le gouvernement dut mener un bras de fer avec le Fonds monétaire international (FMI) en avril 1994. Celui-ci s'était traduit par un plan d'ajustement structurel, considéré comme humiliant.

Un autre atout est la mise en place d'un réseau d'infrastructures qui manquait au pays : un réseau routier développé et la construction de l'autoroute qui traverse d'est en ouest le territoire algérien ; la création ou l'extension d'infrastructures portuaires ou aéroportuaires, la construction d'universités à travers tout le pays, chaque wilaya en disposant d'au moins une : au total près d'une centaine d'établissements d'enseignement supérieur accueillent 1,5 million d'étudiants. S'y est ajouté un programme ambitieux

de construction de logements, rendu nécessaire par la croissance démographique et sa concentration dans les agglomérations urbaines qui regroupent actuellement 70 % de la population contre 33 % à l'indépendance.

Par ailleurs, une classe d'entrepreneurs privés émerge avec des succès indéniables, le plus souvent avec l'appui du pouvoir. Le cas le plus emblématique est celui d'Issad Rebrab à la tête du groupe Cevital qui, avec une fortune estimée à 3 milliards de dollars, figure parmi les premières fortunes du pays. Son rachat de la marque d'électroménager Brandt et ses investissements à Sétif en ont fait un entrepreneur aux ambitions internationales.

Q1 – Qu'en est-il de la relation entre l'Algérie et le Maroc, deux pays qui semblent deux pôles du Maghreb et du Sahel ?

D. B. – La situation reste bloquée entre les deux pays et la frontière terrestre est officiellement fermée depuis 1994, même si elle est traversée par une contrebande lucrative, tolérée de part et d'autre. La question du Sahara occidental reste la principale pomme de discorde : il s'agit pour les deux pays d'une cause nationale qui exclut tout compromis. Le dossier est gelé, mais l'Algérie reste vigilante, comme en témoigne sa réaction lors de l'expulsion par le Maroc de 75 membres de la mission de l'ONU. Mais le Maroc reste en position de force compte tenu de la situation de fait accompli qu'il a créée.

Les sources de tensions entre les deux pays dépassent néanmoins largement la question du Sahara occidental. Outre la nature même des deux régimes – jeune république qui se veut, comme en témoigne son appellation officielle « démocratique et populaire » d'un côté, monarchie millénaire pourvue d'une légitimité religieuse de l'autre –, il existe de nombreux sujets de friction. Les deux pays se livrent à une lutte d'influence. Celle-ci s'exprime à la fois dans le monde arabe, le Maroc bénéficiant de l'appui des pays du Golfe, et en Afrique subsaharienne où la place longtemps dominante de l'Algérie au sein de l'Union africaine se heurte à une diplomatie marocaine très active. La réintégration prochaine du Maroc dans l'Union africaine après

trente-deux ans d'absence ne peut qu'aviver la concurrence entre les deux États.

Chacun se rejette la responsabilité de cette situation qui empêche toute action concertée au Maghreb et fait que l'Union du Maghreb arabe (UMA) n'est qu'une coquille vide. À plusieurs reprises, des initiatives ont été amorcées pour entamer une réconciliation. Il en a été ainsi entre le président Bouteflika et Mohamed VI lorsqu'ils ont pris leurs fonctions. La visite récente d'un « envoyé spécial » du roi du Maroc confirme qu'il existe des velléités de rapprochement et le besoin d'une concertation, notamment dans le domaine de la sécurité. La voie d'une véritable réconciliation sera sans doute longue.

Q1 – Quelle est la situation des médias en Algérie ? Le pluralisme des moyens d'information est-il effectif ?

D. B. – En apparence, l'Algérie figure parmi les rares pays arabes où existe une certaine liberté de la presse. Les quotidiens y sont nombreux – plusieurs dizaines de titres – et reflètent bien toutes les sensibilités de l'opinion : à côté de journaux qui suivent la ligne du gouvernement, tel *El Moudjahid*, existent des titres détenus par des groupes privés, par exemple *El Khabar*. Les articles critiques à l'égard des autorités sont fréquents et parfois très durs, en particulier dans les journaux francophones. Des caricatures, telles celles de Dilem ou de Hic, sont souvent dévastatrices, y compris pour le président Bouteflika lui-même. Quant à la télévision, à côté des chaînes publiques se développent des réseaux privés, sans compter les télévisions étrangères – françaises mais également égyptiennes ou du Golfe – captées par paraboles et regardées plus que les chaînes algériennes.

Cette liberté apparente cache une réalité plus complexe. D'une part, l'accès aux sources de l'information reste étroitement contrôlé. Les luttes internes au pouvoir, ses motivations, ses intentions sont encore difficiles à décrypter. La fiabilité de l'information s'en ressent d'autant plus que l'opinion algérienne est friande de la théorie du complot et de la dénonciation de la « cinquième colonne ». D'autre part, quelques

médias relèvent directement ou indirectement du pouvoir ou de certains clans à l'intérieur de celui-ci, notamment les services de renseignement. Ainsi, la presse est souvent manipulée à des fins partisanes ou de règlements de compte internes au pouvoir. Certains organes de presse sont connus pour leur vénalité. Mais surtout, le pouvoir dispose, à l'égard de la presse trop libre à son goût, de moyens de pression nombreux et efficaces, même si le recours à la coercition directe et à la violence (prison, assassinat) a disparu. Cependant, d'autres moyens non dépourvus d'efficacité sont développés : poursuites judiciaires, contrôle des imprimeries, contrôle de la publicité accordée par les sociétés d'État voire les entreprises privées. Un chef d'entreprise peut subir des pressions, y compris la menace d'un contrôle fiscal, s'il passe un encart publicitaire dans un journal qui déplaît. Toutes ces pressions contribuent à expliquer les difficultés financières de certains titres qui ont conduit certains patrons de presse à réduire l'effectif des rédactions, le nombre de pages et le tirage. Il en est ainsi de la plupart des quotidiens libéraux.

Dans le climat délétère qui règne actuellement, le pouvoir entend conserver le contrôle de l'opinion et a tendance à renforcer sa pression sur la presse trop libre. De nombreux signaux d'alerte inquiètent les patrons de la presse la plus libre, comme *La Liberté*, *Le Quotidien d'Oran* ou *El Watan*. L'affaire du groupe *El Khabar* est à cet égard exemplaire. Ce groupe d'inspiration libérale, qui comprend notamment une chaîne de télévision et un quotidien arabophones, a été racheté par l'homme d'affaires Issad Rebrab. Dans cette période sensible, ce rachat par une personnalité libérale qui a pris ses distances vis-à-vis du pouvoir est jugé inopportun. Il en est résulté un recours du ministre de la Communication devant un juge qui, comme on pouvait s'y attendre, a invalidé l'opération de rachat par l'homme d'affaires. De même, les difficultés d'*El Watan* rencontrées dans le déménagement de son siège, hors de la Maison de la presse, ne sont pas anodines. Les suites données à ces procédures judiciaires sont à suivre avec attention. ■